



## Revue d'économie industrielle

129-130 | 1er et 2e trimestres 2010  
Trente ans d'économie industrielle

---

# L'économie industrielle, telle qu'en elle-même À la recherche de l'objet perdu ?

Jacques De Bandt

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rei/4167>  
DOI : 10.4000/rei.4167  
ISSN : 1773-0198

### Éditeur

De Boeck Supérieur

### Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2010  
Pagination : 327-348  
ISSN : 0154-3229

### Référence électronique

Jacques De Bandt, « L'économie industrielle, telle qu'en elle-même », *Revue d'économie industrielle* [En ligne], 129-130 | 1er et 2e trimestres 2010, document 14, mis en ligne le 15 juin 2012, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rei/4167> ; DOI : 10.4000/rei.4167

---

# L'ÉCONOMIE INDUSTRIELLE, TELLE QU'EN ELLE-MÊME

## À LA RECHERCHE DE L'OBJET PERDU ?

**Mots-clés :** Économie industrielle, réalisme, dynamique, système productif, complexité

**Key words :** Industrial economics, Dynamics, Realism, Productive system, Complexity

**E**st-il nécessaire, ou même justifié, de présenter « une défense et illustration » de l'économie industrielle, telle que nous l'avons vécue ou pratiquée ? Non, sans doute. Les un peu plus de trente années de vie de la *Revue d'Économie Industrielle*, que nous fêtons, suffisent à assurer la défense de tout le labeur dépensé.

Je ne procéderai donc pas à une telle « défense et illustration ».

Je voudrais plutôt parler d'« économie industrielle », et cela en m'appuyant sur mes expériences, y compris bien entendu mes expériences sur la « longue période », au sein de la *Revue d'Économie Industrielle*.

Nous sommes ici réunis pour nous autocongratuler et produire quelques bonnes doses d'autosatisfaction. Comme ce sont ce qu'on appelle des « mauvaises graisses », je ne voudrais pas en rajouter. Je n'ai trouvé, pour me singulariser, que la solution consistant plutôt à prendre le contre-pied. Peut-être, de toute manière ; ne s'agit-il que d'un détour de production – j'ai toujours eu un faible pour les *roundabout methods of production* – pour aller encore plus loin dans l'autosatisfaction.

Me faisant donc l'avocat du diable, je voudrais vous parler de ce que je considère comme étant, disons le grand échec ou la grande vanité de l'économie industrielle. À l'usage, la mariée est loin d'être aussi belle qu'elle aurait dû ou même pu l'être, selon les promesses. Nous n'avons pas vraiment été à la hauteur des enjeux. J'emploie ici expressément un nous collectif. Mais je pourrais à propos de nos responsabilités partagées, paraphraser l'adage bien connu selon lequel si les hommes sont égaux, certains le sont davantage... !

Nous sommes restés, hélas, très loin de la compréhension des logiques de fonctionnement et dynamiques des systèmes productifs. Or entre-temps ces systèmes productifs, qui constituaient l'objet même de l'économie industrielle, ont été à ce point transformés qu'ils ont pour ainsi dire disparu.

Je voudrais, prenant un peu de recul, m'interroger sur le contenu et le sens de l'économie industrielle à laquelle nous avons essayé de donner chair (y compris les os et les muscles), et sur la place que, de notre ou de mon point de vue, elle a pu occuper au sein de la science économique. Et puis je m'interrogerai sur la question de savoir si le concept ou la catégorie « économie industrielle » n'a pas, de toute manière, perdu son sens et son utilité, sauf à lui en donner d'autres, ce que nos successeurs ne manqueront pas de faire.

Je voudrais commencer par faire deux petites remarques :

— en développant ces quelques idées, qui me paraissent en fait assez banales, je réalise que je ne fais qu'exprimer des convictions profondes, dont je ne me suis en fait jamais départi. J'ai bien essayé, un certain nombre de fois, de les exprimer, clairement, mais sans grand succès, sinon le cas échéant ailleurs, c'est-à-dire en dehors des circuits scientifiques convenus. Il n'était pas possible d'explicitier ces idées de manière aussi nette, parce que, disons, elles n'étaient pas compatibles avec les « connaissances de base » de la discipline (*mainstream*) et donc pas acceptables pour mes interlocuteurs. Ce serait d'ailleurs une première interrogation, mais qui relève de questions relatives à l'organisation de la discipline (et donc de la communauté scientifique) ;

— je puis évidemment choisir différentes formes de discours pour exprimer ce que je pense de ce que les économistes ont fait de l'économie industrielle. J'ai essayé quelques pistes.

Une première piste aurait consisté à décrire le « grand échec » de l'économie industrielle : j'aurais organisé ce que je pense de manière à démontrer que l'économie industrielle n'est pas arrivée à appréhender les réalités industrielles dans leur dynamique. Elle n'a pas rendu compte de l'essentiel de ce qui s'est passé en matière de dynamiques industrielles (dont elle n'a même pas pris acte) et s'est pour l'essentiel rabattue sur des séries de problèmes partiels et statiques. Comme toujours, il faut évidemment nuancer le propos et reconnaître un certain nombre d'avancées. Mais j'irais jusqu'à dire que même, par exemple, l'innovation qui a fait l'objet de nombreux efforts de recherche – en général il est vrai plutôt à la frontière de l'économie industrielle (sauf à déplacer ses frontières) – on reste très loin d'une compréhension minimale de ces réalités.

Une deuxième piste aurait consisté à défendre l'idée selon laquelle l'utilité sociale de l'économie industrielle (en dehors, très partiellement, de la théorie de la concurrence imparfaite) est restée (excessivement) faible, pour ne pas dire nulle. Ne produisant que peu de connaissances utiles pour faire ou agir, elle vit dans une sorte d'état de gratuité. Vanité, tout est vanité !

Mais – troisième piste – on pourrait aussi regarder cela sous un autre angle et considérer que l'économie industrielle (ou du moins des pans entiers de l'économie industrielle) n'est qu'« équilibrisme », poudre aux yeux ou mystification.

Mais cela ne se fait pas d'employer des termes pareils, même si bien des économistes industriels savent ce qu'il en est réellement de bien des développements qui ont pignon sur rue.

Par contre – quatrième piste possible – je n'ai pas réussi à reprendre le thème, pourtant fameux, de la « dismal science » (n'est-ce pas la définition même de la science économique ?) et d'organiser mes élucubrations dans cette voie. Pourquoi ? Je ne sais pas. À moins que ce ne soit parce que l'industrie, en tant que force motrice du système, a toujours été considérée comme ne produisant que des avancées ou progrès et qu'il n'y a donc pas lieu de s'en préoccuper.

Mais j'arrête là (1). J'ai abandonné ces pistes et me contenterai, plus sagement, de faire quelques remarques.

En lisant et relisant nombre de papiers en économie industrielle publiés dans les trente dernières années (dans les revues dites d'économie industrielle ou proches), avec un œil critique (qu'est-ce que ces papiers apportent sur quoi ?), j'ai été frappé par la fréquence des vices de forme comme de contenu. Et cela faute de respecter suffisamment ce que je considère comme étant des exigences minimales. Je liste un certain nombre de ces exigences.

## **I. — TROP DE GENS (IN)COMPÉTENTS**

La science économique (ou les discours économiques, pour ne pas parler de science), et l'économie industrielle en particulier, souffrent d'un handicap congénital très lourd. Il tient au fait, incontournable, que les économistes dits scientifiques sont une infime minorité par rapport aux gens qui estiment savoir et avoir donc le droit de faire des déclarations péremptoires sur les questions d'économie en général, ou d'économie industrielle en particulier. Il en est de deux sortes de ces gens qui savent comment fonctionne l'économie. Il y a tous ceux qui exercent, professionnellement, des activités dites économiques, dans tout le monde des entreprises ou des affaires en général. Sur la base de leurs

- (1) Mes propos sont souvent très critiques. Pour éviter tout malentendu, je voudrais préciser ici que j'ai, en dehors de l'économie et du droit, reçu des formations de base en mathématique et en philosophie, que j'ai enseigné avec plaisir les équilibres partiels à la Marshall, que j'ai consacré beaucoup de temps à l'équilibre général walrasien, que j'ai apprécié à sa juste valeur la théorie des jeux (et ses variantes), que j'ai aimé enseigner et pratiquer l'économétrie, que je me suis toujours senti très proche des statisticiens et que j'ai beaucoup travaillé avec des ingénieurs...

expériences vécues, ils estiment savoir. Et ils savent d'expérience, donc de science sûre. Et puis il y a ceux qui forts de leurs connaissances et outils intellectuels, estiment que le système économique est suffisamment simple pour qu'ils puissent l'appréhender aisément et discourir sur l'économie, sans avoir besoin de formation spécifique à cet effet. Les pires en la matière viennent des mondes des mathématiques et des sciences de l'ingénieur (2).

Et le déséquilibre est encore plus important si l'on tient compte de tous ceux qui après avoir été des économistes de formation, y compris de formation de niveau élevé, ont cessé depuis belles lurettes d'essayer de comprendre et d'apprendre. L'actualité récente nous a fourni une incroyable démonstration de cette affirmation. Nous avons entendu des tas de soi-disant experts – ayant les formations les plus diverses : de l'économie à la sociologie, de la gestion aux formations d'ingénieur, de sciences diverses aux mathématiques, de la philosophie à l'histoire, des statistiques à l'anthropologie... – donner leur avis sur les crises financière et réelle. Indépendamment du fait que nous avons entendu tout et son contraire – ce qui peut paraître normal dans les circonstances actuelles, mais quand on manque d'informations on s'abstient – on a entendu de multiples déclarations péremptoires de gens qui manifestement n'ont rien compris à l'économie, sinon à des petits problèmes partiels sans enjeu réel. Ce trop plein de connaissances démonétise celles-ci : et on sait que « la mauvaise monnaie chasse la bonne ».

La première exigence est donc celle des compétences spécifiques à réunir pour pouvoir faire de l'économie industrielle.

## II. — LES « PARADIS ARTIFICIELS » DE L'ÉCONOMIE INDUSTRIELLE

Je ne reviens pas ici sur la question de savoir ce que sont les connaissances de base faisant consensus (les paradigmes) de l'économie industrielle, qui me paraît être une question sans issue.

Je voudrais parler par contre des développements artificiels qu'a pu connaître l'économie industrielle et qui encombrant le domaine.

- (2) Cela ne signifie ni que des mathématiciens ou ingénieurs ne peuvent pas être de bons économistes, ni que les mathématiques ne sont pas utiles en économie, ni... Cela signifie uniquement que nombre de mathématiciens et d'ingénieurs estiment pouvoir discourir sur l'économie, sans avoir besoin de formation *ad hoc*. Je me souviens avoir entendu Gruson en personne affirmer que l'administration française n'avait nul besoin des économistes de formation (qu'il n'aimait visiblement pas, mais je passe sur ses commentaires assez déplaisants), les ingénieurs de grandes écoles ayant suffisamment de formation, en particulier mathématique, pour maîtriser les problèmes économiques.

L'histoire des sciences montre que nombreuses sont les communautés scientifiques qui se sont auto-organisées autour de développements théoriques artificiels (bien entendu à des degrés différents), qui en sont venues à occuper une place importante dans la production dite scientifique du milieu. Je ne parle pas ici de théories hasardeuses ou erronées (comme la mémoire de l'eau, ou la théorie des trois secteurs, ou tant d'erreurs scientifiques de tout genre), mais de la construction délibérée par tout ou partie de la communauté scientifique de schémas théoriques totalement artificiels ou n'embranchant sur aucune problématique réelle. Je crains que l'économie en particulier (parmi l'ensemble des disciplines scientifiques) – et peut-être encore davantage l'économie industrielle – ait pu faire l'objet de tels développements théoriques disons inutiles ou superfétatoires, voire même sans objet (3).

L'économie industrielle ne figure-t-elle pas parmi ces disciplines au sein desquelles la communauté scientifique a réussi à susciter des champs de « connaissance pour la connaissance », dans le cadre de constructions totalement artificielles ?

### III. — LE « RÉALISME » INCONTOURNABLE ?

Le complément de cette constatation est le fait que, selon moi, l'économie industrielle n'est praticable que si l'on a une connaissance suffisante des réalités industrielles. Pour dire les choses de manière plus critique et provocante, j'ai toujours été un peu effaré de constater que, dans leur grande majorité, les économistes dits industriels n'ont pas le plus souvent les connaissances minimales requises des réalités industrielles pour pouvoir produire de l'économie industrielle significative.

On pourrait ici donner de multiples exemples. On connaît la boutade la plus courante en la matière, à propos de ceux qui prétendent faire de la théorie de la firme, alors qu'ils n'ont pas la moindre idée de ce que peut être ou de ce en quoi peut consister une firme (4).

Si le réalisme n'est pas chose aisée, si les réalités sont difficiles à appréhender, la prise en compte circonstanciée des réalités est indispensable. Mais j'en reste ici à cette affirmation générale.

- (3) Un souvenir caricatural. Lorsque nous avons organisé (à Juan les Pins, en 1996) le colloque annuel de l'EARIE, nous avons reçu une proposition de communication sans titre, ce qui l'excluait d'office, faute de pouvoir l'inscrire au programme. En insistant auprès du jeune auteur pour qu'il mette un titre (à la limite n'importe lequel), il refusa en disant qu'il ne pouvait mettre de titre parce que son papier n'avait pas d'objet.
- (4) C'était un de nos sujets favoris de conversation avec Keith Pavitt (voir J. De Bandt, « Keith, mon ami », *REI* n° 110, 2<sup>ème</sup> trimestre 2005). Nous échangeons entre nous les dernières « perles » que nous avons rencontrées à cet égard.

#### **IV. — ENCORE FAUT-IL POUVOIR APPRÉHENDER LES RÉALITÉS INDUSTRIELLES DE MANIÈRE « OBJECTIVE ». EST-CE POSSIBLE ?**

Sans entrer trop dans les détails, pour ne pas faire trop long, il faut attirer l'attention sur deux aspects de cette question : d'une part le fait que l'observateur « modèle » la réalité, en fonction d'idées *a priori* ; d'autre part la nécessité de disposer de méthodes d'induction fiables (on y revient un peu plus loin).

Le premier aspect, bien connu – en particulier dans les Sciences de l'Homme et de la Société – tient au fait que l'observateur façonne, voire modifie, le réel qu'il observe. S'il en est ainsi, comment ensuite faire la part des choses ? Comment vérifier ce qu'est la réalité ou quelle est la part de notre description qui tient aux lunettes que nous chaussons ?

Dans les années 1970, nombre de travaux d'économie industrielle concernaient les « groupes » industriels, ces travaux ayant conduit ensuite l'INSEE à s'y intéresser et à vouloir les saisir et les mesurer. Mais ce faisant, on changea les concepts et on modifia la réalité. Plus récemment, lorsque l'innovation devint à la mode, on se préoccupa de décrire et mesurer l'innovation, et changeant de concepts, définitions et catégories pour les besoins de la cause, on modifia la réalité (tout devint innovation) et on appréhenda de moins en moins la réalité de l'innovation. Et les connaissances en la matière demeurent très insuffisantes, et certainement très insuffisantes pour déboucher sur des modalités d'action en la matière.

À ceci, il faut ajouter que lorsque les définitions ont été établies et surtout lorsqu'elles ont été consacrées par les statisticiens, elles tendent à devenir immuables, quelles que soient les évolutions de la réalité concernée.

L'un des cas les plus incroyables, de mon point de vue, est celui de toutes les publications (y compris celles d'auteurs comme W. Baumol, qui avec sa *cost disease* en est largement responsable) qui ont affirmé (pendant des décennies) que les activités de service sont caractérisées par des augmentations faibles (très inférieures à la moyenne) de leur productivité, mais par contre des augmentations fortes (très supérieures à la moyenne) de leur prix. Elles sont donc peu « productives », mais inflationnistes. Or ceci provenait essentiellement d'une question de mesure et, plus fondamentalement, d'une « représentation du monde » dans laquelle le tertiaire est *a priori* improductif.

#### **V. — L'ÉCONOMIE INDUSTRIELLE EST-ELLE IDÉOLOGIQUE OU IDÉOLOGIQUEMENT ORIENTÉE ?**

Parlant d'*a priori*, ne risque-t-on pas lorsqu'on cherche ainsi à appréhender les réalités industrielles, de façonner celles-ci en fonction de conceptions idéologiques *a priori* ?

Cela fait partie des critiques souvent énoncées contre les sciences de l'Homme et de la Société, et en particulier, compte tenu des enjeux, contre l'économie industrielle.

Est-ce idéologique de mettre l'accent sur la production plus que sur le marché, ou sur la dynamique plus que sur la statique ? N'est-ce pas idéologique d'éliminer l'économie du travail du champ de l'économie industrielle ? etc.

Dans le cadre de la REI, nous sommes plusieurs, il est vrai, à avoir développé des travaux et écrit sur la ou les politiques industrielles, avant que la vague libérale ne fasse disparaître nos discours comme les politiques industrielles elles-mêmes. Nous étions donc forcément au minimum des colbertistes (5), sinon d'affreux collectivistes. Ceci mis à part, notre « économie industrielle » a, longtemps et beaucoup, été considérée comme étant en effet orientée : imaginez donc, des économistes qui parlent du « système productif » ! Cela a donné des boutons à d'aucuns, dans les sphères de l'OCDE. Mais que dire alors de ceux dont les travaux d'économie industrielle sont inspirés par des idéologies libérales sans nuances ?

Le risque existe sans aucun doute. Mais n'est-ce pas encore pire lorsqu'on ne cherche pas à appréhender ces réalités et que l'on se contente d'une représentation *a priori*, ou lorsque l'on recourt abusivement à des faits dits stylisés, sans préciser la démarche de « stylisation » ?

## VI. — DES REPRÉSENTATIONS EN VALEUR QUI INDUISENT EN ERREUR

Sous l'influence, souvent décisive (mais pourquoi donc ?) des comptes nationaux, la science économique et l'économie industrielle en particulier se sont laissées aller, dans bien des domaines, à simplifier le réel en se contentant de représentations en valeur. Ce qui conduit à mélanger des questions physiques ou techniques de production, des questions relatives aux systèmes de prix, avec entre les deux des questions comptables relevant pour l'essentiel de conventions. Cela conduit par exemple à la notion quelque peu surréaliste de « prix de la valeur ajoutée ».

On peut donner de multiples exemples de ce genre de dérives ou d'erreurs qui ont été fabriquées (délibérément ?). Le cas le plus énorme, de mon point de vue, est celui des fonctions de production. Dieu sait s'il peut être important de caractériser les processus de production et les contraintes les affectant (l'invention de l'élasticité de substitution fut à cet égard remarquable, comme le souligne J. Schumpeter), de là à construire des fonctions de production qui

(5) C'était plutôt bien vu en France, jusque dans les années 1970, et je ne parle par du renouveau colbertiste actuel.



font tout sauf cela, il y a quand même une frontière qu'on n'aurait pas dû franchir. Une fonction de production en valeur (valeur ajoutée), à la Cobb-Douglas ou ses successeurs, est une pure tautologie, ne rendant compte que de la répartition comptable de la valeur ajoutée entre les facteurs. Rien d'autre.

## VII. — LA DYNAMIQUE PLUS QUE LA STATIQUE

Le véritable enjeu de l'économie industrielle est évidemment – l'aurons nous dit et répété – davantage la dynamique que la statique. Mais c'est très loin de ce que pensent et pratiquent les plus grands nombres d'économistes industriels, même si – l'actualité oblige – des progrès ont pu être notés plus récemment à cet égard.

À la limite, ne peut-on dire que, compte tenu de la complexité ou de la multidimensionalité des systèmes industriels, la statique ne présente qu'un intérêt tout à fait limité. Elle fait évidemment partie de la démarche consistant à appréhender les divers éléments partiels composant le système. Mais ces éléments ne se replacent pas comme les pièces d'un puzzle. On peut bien faire « comme si » avec des hypothèses de quasi-décomposabilité du système. Mais en fait, indépendamment de l'impossibilité de vérifier les relations ou équilibres partiels (toutes autres choses égales par ailleurs), le système n'est pas réellement décomposable, de telle manière que trop d'interrelations existent qui conditionnent la recomposition du système, dont la dynamique est censée résulter.

C'est une cause entendue et je n'insiste pas.

## VIII. — LE SYSTÈME DANS SA COMPLEXITÉ

Mais à cet effet il ne s'agit pas seulement, bien entendu, de décrire plus ou moins finement ces réalités industrielles. J'ai toujours été très marqué par la phrase de L. Spaventa apostrophant un collaborateur de R. Frisch: *you will know more and more about less and less*. Pour importantes que soient les descriptions, encore faut-il qu'elles répondent à un certain nombre d'exigences et elles ne suffisent évidemment pas.

L'économie industrielle suppose que ces réalités industrielles puissent être appréhendées dans leur complexité multidimensionnelle. Je ne parle même pas ici de pluridisciplinarité (ni étroite: comptable, financière, technologique, ..., ni large: sociologique, anthropologique...), tant la chose est rare, parce que difficile. Je parle ici davantage des questions de niveaux (du micro au global: peut-on réellement parler de la firme sans parler du système?) et de temps (du « toutes autres choses égales par ailleurs » dans l'immédiat à la dynamique de long terme).

Si donc réalités complexes il y a, comment fait-on pour les appréhender?

Si l'on n'est pas en mesure d'appréhender et formaliser le système, forcément complexe (du fait de multiples relations de cause à effet, de relations d'interdépendance et de *feedbacks*), au sein duquel la problématique à laquelle on s'intéresse se définit, on ne peut appréhender que des relations toutes partielles, qui si elles ont une portée instrumentale à leur niveau, ne permettent pas de comprendre ce qui est en jeu.

Il faut insister sur le fait qu'on ne peut espérer appréhender et comprendre les logiques de fonctionnement et dynamiques des réalités industrielles que si on arrive à les analyser dans toute leur complexité, ce que seules des analyses empiriques et inductives peuvent permettre. À défaut, l'analyse est susceptible de partir absolument dans tous les sens. Regardez par exemple, tout ce qu'on a pu écrire sur le « paradoxe de la productivité », faute de tenir compte de la multidimensionalité du système productif.

## **IX. — QUI DONC SE PRÉOCCUPE DES DIVERS NIVEAUX ET DES DIVERSES PERSPECTIVES TEMPORELLES DE L'ANALYSE ?**

J'ai souvent insisté sur le fait qu'il n'est pas possible d'appréhender les dynamiques industrielles, si l'on ne cherche pas à comprendre ce qui se passe à divers niveaux, au minimum aux niveaux micro-, méso- et macro-économiques (sans même parler d'interrelations plus complexes à des niveaux intermédiaires). Les logiques et dynamiques en cours à ces divers niveaux ne sont évidemment pas les mêmes. Or elles se conditionnent les unes les autres selon des modalités éminemment variables. L'expérience nous montre que l'on rate l'essentiel de ce qui fait ou de ce en quoi consiste la dynamique des choses, tant que l'on se contente de procéder par addition en allant des entreprises (moyennes) à la branche et à l'économie globale ou par décomposition en allant du global jusqu'à la firme. C'est précisément dans la non-additivité des plans stratégiques et des actions des entreprises comme dans la non-additivité des comportements des sous-ensembles (branches, secteurs, ...) que se construisent et se bouclent les dynamiques. Bien entendu, une entreprise a, et cela encore à condition d'être compétitive, davantage de chances d'être performante au sein d'une branche en expansion fonctionnant dans un pays dont la dynamique industrielle globale est puissante, et *vice versa*. Les effets d'addition jouent. Mais même dans ces cas idéaux, il ne s'agit que de probabilités.

Un exemple me paraît frappant. Le Japon a connu (avant les années 1990) une expansion industrielle foudroyante, sur la base de dynamiques extrêmement puissantes. Et puis, la mécanique s'est brisée (ou a été cassée ?) et le Japon est rentré dans une longue phase d'atonie. Nous disposons d'une multitude (d'une certaine manière de trop) d'explications à la fois de la phase d'expansion (le Japon était en toute chose un modèle : formation, organisation du travail, organisation industrielle, technologie, politique industrielle...) et de la phase ultérieure (vieillesse, perte de motivation, yen et renchérissement des facteurs...). Mais que savons-nous exactement des dynamiques indus-

rielles qui avaient été à la base ou au cœur du « miracle japonais » ? Elles semblent, à bien des égards, avoir continué à se déployer, mais elles n'ont plus réussi à assurer la dynamique globale. Qu'en est-il ? Ne peut-on penser que ce sont les relations très asymétriques avec les États-Unis qui ont faussé le jeu et réussi à enrayer la machine, les dynamiques industrielles nonobstant ? Du coup l'essai n'a pas été transformé.

## **X. — DES DÉSÉQUILIBRES, DYSFONCTIONNEMENTS ET DES CAPACITÉS D'AJUSTEMENT**

La vie industrielle ne connaît pour ainsi dire pas de situations d'équilibre proprement dites. On peut sans doute observer des processus et des performances à tous égards (très) satisfaisants. Mais la vie industrielle est dominée par une grande diversité de situations de déséquilibres, de dysfonctionnements, de déstructuration (jusqu'au chaos y compris), mettant en cause les capacités de réaction et d'ajustement des acteurs.

Dès lors que les systèmes étudiés sont complexes, il faut donner sinon la priorité, du moins une attention systématique, aux situations de non-équilibre. Comme le disait Michel Foucaud, pour comprendre la santé morale, il faut étudier et comprendre la folie.

Sans aller forcément jusqu'à une théorie du chaos en économie industrielle (les quelques tentatives, qui ne sont pas le fait des économistes industriels, sont pourtant bien intéressantes), il aurait évidemment fallu et il faudrait s'intéresser beaucoup plus systématiquement à l'analyse des changements (chocs, ruptures, modifications de contraintes ou de variables...) et des adaptations ou non-adaptations, qui en plus, sont susceptibles de connaître tous les degrés possibles et imaginables.

## **XI. — DES MÉTHODES INDUCTIVES FIABLES**

Indépendamment de ce que peut être par ailleurs la place de méthodes déductives en économie industrielle, comme en économie en général, il faut insister ici sur le fait que, parlant de systèmes complexes, parce que multidimensionnels, nous ne pouvons les appréhender que moyennant l'application systématique de méthodes inductives, et l'accumulation, sur cette base, d'expériences et de connaissances. Certes l'intuition doit sans doute jouer des rôles non négligeables, mais j'avoue ne pas être en mesure d'en préciser la portée.

Nous disposons évidemment de toute une boîte d'outils, qu'ils soient analytiques, d'observation ou de simulation, et il n'y a pas lieu de s'en priver. Il ne s'agit pas de pratiquer l'empirisme absolu, mais au contraire d'interroger le réel, et de faire des allers-retours multiples entre les questionnements et les observations.

L'important cependant, parlant toujours de systèmes complexes, n'est pas de réunir des éléments de connaissance déconnectés, mais, comme le disait Joan Robinson à propos de sa « boîte d'outils analytiques », encore faut-il trouver « l'engine », c'est-à-dire la logique et la dynamique du système. Il faut des principes de mises en cohérence.

Je ne m'étends par sur ce sujet.

Je sais bien que ce que je dis ici est plus facile à dire qu'à faire. Parlant de réalités multidimensionnelles, les méthodes inductives sont forcément « laborieuses ». Mais ce n'est pas une raison suffisante pour en faire l'impasse.

## XII. — DE LA NÉCESSITÉ DES APPLICATIONS ET PRÉVISIONS

J'estime également – même si c'est plus discutable, et certainement plus difficile à exprimer sans ambiguïté – que, au vu de la complexité des réalités, l'économie industrielle devrait pouvoir déboucher sur des prévisions et des applications. Il ne s'agit évidemment pas de réduire l'économie industrielle au statut inférieur d'une discipline appliquée, c'est-à-dire construite en fonction d'applications recherchées (6). Mais il s'agit bien de vérifier – test parmi d'autres de la validité de la théorie – si cette théorie est suffisamment élaborée (ou de manière suffisamment correcte), pour fournir les bases nécessaires pour faire des prévisions ou prescrire des applications, dont on pourrait vérifier les résultats. Il ne suffit évidemment pas de faire des prévisions exactes : pour que l'on puisse en tirer quelque chose sur le plan de la connaissance, encore faut-il que la prévision soit correcte pour les raisons sur lesquelles la prévision s'appuyait (7). L'enjeu n'est pas la prévision elle-même (8), mais bien ce qu'elle fournit comme renseignement sur la validité et surtout le champ de validité de la théorie.

Un souvenir. Ayant beaucoup étudié les industries textiles et de l'habillement (un peu partout) – (sous toutes leurs coutures ! c'est-à-dire à tous les niveaux) – depuis la fin des années 1960, j'avais, pour pouvoir tester la validité de mes analyses, construit ce que j'ai appelé « la loi du prix du T-shirt tendant asymptotiquement vers zéro », qui mettait en cohérence et résumait les

- (6) Encore que je pense que devrait exister, de manière complémentaire, une économie industrielle appliquée, qui n'aurait pas laissé autant de place mal prise par la Gestion, dont ce n'était en effet pas le rôle et qui aurait été la première bénéficiaire.
- (7) Je me souviens d'un débat difficile avec l'INSEE dans les années 1985 : l'INSEE se vantait d'avoir fait des prévisions correctes à 15 ou 20 ans. Or, si certaines prévisions étaient en effet relativement correctes, ce n'était pas pour les raisons invoquées 15 ou 20 ans auparavant.
- (8) Tant mieux si les prévisions faites inspirent de bonnes politiques, tant pis si elles ne font que gagner davantage d'argent aux capitalistes qui s'y fieraient.

divers aspects des logiques et dynamiques en jeu dans ces domaines. Hélas, malgré l'exactitude de mes prévisions (appliquées par la suite au cas d'autres produits d'habillement) et leur succès auprès des opérateurs, ma loi n'est pas passée à la postérité sous le nom de « loi De Bandt ».

## EN RÉSUMÉ : L'ÉCONOMIE INDUSTRIELLE EN DÉFAUT ?

Je voudrais simplement, en résumant, souligner le fait que, selon moi, l'économie industrielle n'a pas été très performante. Nous n'avons pas atteint un degré suffisamment élevé de compréhension des systèmes industriels : disons en termes de compréhension des logiques et des dynamiques comparées des systèmes industriels, qu'il s'agisse des systèmes nationaux, ou de systèmes locaux, ou encore de systèmes sectoriels (ou de branches), ou encore de firmes, grandes ou petites.

Nous ne sommes pas en mesure, je crois, de rendre compte des performances incroyablement différenciées des « unités » de production. Peut-on par exemple aujourd'hui rendre compte – sinon en termes descriptifs *ad hoc* – des performances de l'industrie pharmaceutique britannique ou du conseil en informatique allemand ou de la réussite de tel système local ou pôle de compétitivité, ou des performances ou défauts de performances de telle entreprise dominante ?

Nous sommes, je pense, très, très loin du compte.

Et cela, me semble-t-il, pour des raisons tenant à la fois à des manques de ressources – le problème majeur de toutes les Sciences de l'Homme et de la Société, qui bricolent avec des moyens assez insignifiants (9) – et à de mauvaises allocations de ressources (10), et au fait que nous n'avons pas réussi – ou même pas suffisamment essayé – de répondre aux exigences multiples que j'ai énoncées brièvement ci-dessus. Nous avons trop tourné autour du pot !

Il faut quand même ajouter, pour atténuer mon propos, que, par différence, la *Revue d'Économie Industrielle* – je viens d'en parcourir tous les exemplaires, depuis l'origine – est, de très loin, celle qui a été le plus loin sinon dans

- (9) Je me souviens avoir présenté, dans le cadre du CNRS (il y a une vingtaine d'années), un rapport montrant que les SHS étaient très chères pour ce qu'elles faisaient mais avaient besoin de beaucoup plus de moyens pour faire mieux : entre les deux, il y avait l'absence disons d'intérêt (politique) pour les connaissances produites dans les SHS qui faisait que l'on n'y consacrait pas plus de moyens, la faiblesse des résultats produits par les SHS servant de justificatif.
- (10) Qui donc décide de l'allocation des ressources en matières d'économie industrielle ? Pourquoi, par exemple, les économistes scientifiques n'ont-ils jamais réussi à investir les systèmes d'informations statistiques en matières industrielles ?

la satisfaction d'une partie des exigences émises, du moins dans les tentatives en vue de les satisfaire.

Je signale aussi, en passant, une réussite extraordinaire. Nous avons exceptionnellement bien vendu « un produit » particulier : la notion de filière de production. Il est vrai que nous n'avons pas lésiné, et le matraquage publicitaire a bien marché !

Passons maintenant au deuxième aspect de mon propos (11).

J'estime que, dans le même temps – notre « économie industrielle » (cette économie à laquelle nous avons consacré tant de discussions, de discours et d'écrits) a assez largement vécu. Du moins son objet. Si son objet (l'industrie) ne suffisait pas à définir l'économie industrielle, on renvoyait quand même systématiquement à tout (acteurs, méthodes, organisation, relations...) ce qui concerne la production de biens et de valeurs ou richesses dans l'industrie manufacturière entendue dans le sens large. Et nous n'avions pas besoin de rallonger la définition pour préciser les caractéristiques et circonstances contingentes du modèle à l'intérieur duquel cette industrie dont il est question fonctionnait. Or ce modèle industriel – celui qui a connu son apogée durant les trente glorieuses et qui a ensuite décliné (somme toute assez rapidement) – comportait un certain nombre de caractéristiques de base dont on peut dire qu'elles le conditionnaient très fondamentalement.

Ce modèle, consistant à assurer la transformation *énergétique* de *matières premières* en volume, était caractérisé par le rôle créateur (du fait des capacités technologiques et des sources de *productivité* offertes) et *moteur* de l'industrie manufacturière, s'appuyant sur des *relations fonctionnelles et de domination* avec les autres activités (agriculture, services, finances). Et ceci se passait principalement dans le cadre *des pays industriels*, sur la base à la fois d'une « régulation » c'est-à-dire de compromis entre les acteurs, et d'un système de relations d'échanges internationaux *relativement stables*.

Or tout ceci a été remis en cause, très fondamentalement en quelques années, à partir du début des années 1970. Il faut dire aussi que la globalisation et la croissance des pays émergents ont permis à ces forces de transformation de se répandre avec une énergie totalement insoupçonnée.

Voici une interprétation possible de ce qui s'est passé. L'industrie manufacturière et le « modèle industriel » correspondant de l'époque ont été coincés entre les « barrières à la croissance (énergie, matières) », l'épuisement de ses potentiels technologiques (la croissance de la productivité en baisse), l'inver-

(11) La suite de ce papier ne fait que reprendre un texte de 2006 (non publié) sur le déclin de la France.

sion des relations de domination avec la finance, la poussée fantastique des activités de services, surtout informationnelles, la montée des pays émergents. Il y a bien sûr eu les nouvelles technologies, mais celles-ci ont davantage contribué à laminer le système en place, qu'à lui permettre de retrouver une partie de sa dynamique. En réalité, l'industrie s'est tellement vu imposer la loi des systèmes financiers, qu'elle n'est pas arrivée à récupérer les marges de manœuvre dont elle avait besoin face aux pays asiatiques.

L'industrie a vu sa part dans le PIB et plus encore dans l'emploi total se réduire, a cessé d'être la force motrice de l'ensemble, est largement dominée par le système financier, est fortement délocalisée, ... Ce n'est évidemment plus l'image d'Épinal des « trente glorieuses ».

La scène a été animée par une série de transformations de grande ampleur qui, selon les cas (par exemple, les relations de coopération), affectaient directement le système industriel (tout ou partie du système industriel) lui-même ou le dépassaient largement (par exemple, la prise de pouvoir du système financier) mais le conditionnaient plus ou moins fondamentalement.

Au sein de toutes ces transformations, l'industrie a été comme coincée et a perdu l'initiative.

### **Cinq histoires qui se superposent**

La situation actuelle peut être considérée comme l'aboutissement de cinq histoires qui, si elles sont différentes et se situent à des niveaux différents, se déroulent en parallèle et en fait se superposent ou même se conjuguent. Nous les subissons à des degrés très différents, mais toutes restreignent fortement nos degrés de liberté. Elles modifient fortement les voies et moyens (les manières de faire, les relations entre les acteurs...) de la création de richesses.

#### *Des accroissements systématiques de coûts*

Une première explication a été donnée plus haut : cette situation, et en particulier la très forte augmentation des dépenses obligées, tient d'abord au fait que beaucoup de choses ont changé dans notre environnement et plus particulièrement dans les conditions dans lesquelles fonctionnent nos différentes activités. On peut donc raconter comment nos coûts – les coûts de notre vie quotidienne et de nos activités – se sont progressivement fortement alourdis et continuent à s'alourdir. Les deux causes principales sont facilement identifiées, dès lors qu'elles sont liées à la croissance elle-même et à ses retombées : il s'agit d'une part de tout ce qui a trait à la rareté croissante des ressources naturelles et énergétiques et à la dégradation de l'environnement dans ses divers aspects, et il s'agit d'autre part de tout ce qui résulte de la complexité croissante de tous les systèmes sociétaux, techniques et sociaux, se traduisant par des coûts d'organisation (le plus souvent) fortement croissants. Nous avons donc à faire face à des accroissements de dépenses considérables, à

niveau de satisfaction ou niveau de vie constant (pour autant que ces niveaux puissent être mesurés sans trop d'ambiguïté). C'est-à-dire, des dépenses significativement accrues sans accroissements correspondants des produits ou satisfactions.

Ce que cela signifie, c'est que nous avons eu et avons à faire face à des conditions de base (aussi bien les besoins que les conditions matérielles) – celles dans lesquelles fonctionnent nos systèmes économiques – fortement dégradées, se traduisant par des rendements décroissants et des coûts fortement alourdis, que nous avons du mal à couvrir, les surplus que dégage la croissance étant insuffisants pour cela.

Ces augmentations systématiques des coûts, qui tiennent aux conditions – en particulier, on l'a dit, à la complexification incroyable des situations et des problèmes – dans lesquelles se déroule l'activité économique (mondiale), nous les avons, dans une large mesure, subies. Mais nos responsabilités sont loin d'être nulles. S'il fallait citer certaines de ces responsabilités (dans le cas français), on pourrait en citer quatre, très massives, et en partie complémentaires : le caractère très centralisé, hiérarchisé à tous les niveaux, et technocratique de notre système (français) ; l'immaturation des relations sociales ; les pieds d'argile du système industriel ; le conservatisme et le protectionnisme sous toutes ses formes. Mais ce serait un peu long d'expliquer tout cela.

### *Le modèle de croissance introuvable*

Le modèle antérieur ayant progressivement épuisé l'essentiel de ses potentialités (en particulier technologiques), la croissance a depuis été faible – continue mais faible –. Elle a en réalité été très insuffisante pour faire face tant aux nouvelles contraintes que subissent nos systèmes économiques, qu'aux nouveaux besoins auxquels nous sommes confrontés.

Cela tient donc ensuite au fait que nous n'avons pas (encore) réussi à faire face à toutes ces transformations et à inventer de nouvelles manières de faire pour compenser, et si possible plus que compenser, ces hausses de coûts. Nous n'arrivons plus (ou pas encore) à dégager de nouveaux surplus qui nous permettraient d'obtenir des revenus supplémentaires et de faire face à des besoins accrus.

On peut donc raconter la même histoire (que plus haut) cette fois en termes de croissance. Le modèle et la dynamique de croissance qui avaient fait les « trente glorieuses » se sont épuisés vers la fin des années 1960 (à un moment où en plus, nous avons dû faire face à un renchérissement brutal de la facture énergétique) et depuis nous avons vécu une sorte de crise de transition, faite surtout de restructurations, de destructions créatrices, de pertes d'emplois... Et, tandis que les États-Unis ont apparemment retrouvé sinon un nouveau modèle, en tout cas un nouveau sentier de croissance, nous n'arrivons pas, nous, à sortir de cette crise de transition, parce que nous n'arrivons pas à trouver un tel nouveau modèle ou sentier de croissance. Et cette absence de dyna-



mique nouvelle tant soit peu forte, se traduit par des séries d'indices peu satisfaisants, voire mauvais : en termes de croissance, d'emplois, de revenus et de pouvoirs d'achats, de productivité, d'innovation, de compétitivité...

Pour des raisons qu'il faudrait essayer d'élucider, nous n'arrivons pas à renouveler et développer suffisamment nos activités. Objectivement, nous n'y arrivons pas.

Peut-être est-ce parce que soit, malgré l'assez bonne estime que nous avons de nous-mêmes, nous n'en sommes pas capables – parce que nous n'arrivons pas à développer les ressources (en particulier humaines) nécessaires à cet effet et à nous construire des voies et moyens adaptés – soit parce que nous n'arrivons plus, collectivement, à nous mettre d'accord ou à vouloir suffisamment de tels projets de développement. Si tel était le cas, nous serions en effet engagés dans des processus de déclin.

Il est clair qu'ici, sur ce chapitre, notre responsabilité est entièrement engagée. Nous n'avons qu'à nous en prendre à nous-mêmes, si nous n'arrivons pas à retrouver des sentiers de croissance et de développement (alors que d'autres y arrivent, au moins partiellement).

### *La sphère financière dominante*

On peut aussi raconter une troisième histoire. Celle-ci tient au fait que depuis la fin des années 1970 (tiens, on parle toujours de la même période ou à peu près !), le fonctionnement de nos systèmes économiques a très profondément changé. Depuis la fin des années 1970 en effet le ou les systèmes financiers ont en quelque sorte pris le pouvoir – il s'agit évidemment du pouvoir économique, qui décide de l'affectation des résultats – et imposé leur loi. On a beaucoup parlé, depuis quinze ou vingt ans du « décrochage » de la sphère financière par rapport à la sphère réelle, puis de sa domination : il s'agit bien de la suprématie des systèmes financiers (la sphère financière) qui s'est ainsi installée et de la soumission ou subordination des systèmes productifs (la sphère réelle). En réalité, à ce niveau, ce sont, à partir de cette prise de pouvoir, plusieurs formes hiérarchisées de subordination qui ont été installées. Si les entreprises de production, appartenant à la sphère réelle, sont ainsi subordonnées à la loi qu'impose la sphère financière, elles répondent en quelque sorte au doigt et à l'œil, en extrayant le maximum de profits immédiats – c'est ce qu'on a appelé le « court-termisme » – et, pour ce faire, abandonnant la logique des ressources humaines et la centralité du travail, elles réduisent le travail à un élément de coût et le transforment en pure variable d'ajustement. Le capital financier (les investissements eux demeurent atones) s'approprie une part significativement plus importante du PIB, à la fois au détriment des investissements et donc de l'emploi et au détriment du travail et donc du pouvoir d'achat qui fait marcher le circuit. Et à l'occasion de la crise actuelle, on réalise également à quel point le système économique était de ce fait devenu dépendant du crédit à la consommation.

On a moins fait attention au fait que cela s'est produit à la fin des années 1970 (après une période de taux d'intérêt réels négatifs, les taux d'intérêt sont brusquement devenus positifs et élevés), et que cela s'est fait en peu de temps. Il est vrai que les systèmes financiers ont, sous couvert de leur venir en aide, profité des difficultés profondes (l'épuisement du modèle de croissance dont il a été question plus haut) rencontrées par les systèmes productifs (les systèmes industriels en particulier). On a ainsi franchi, sans tambour ni trompette, une nouvelle étape dans l'histoire du capitalisme : on est en effet passé, sans presque que l'on s'en rende compte (du moins au moment où cela s'est produit), à une phase de capitalisme financier extrême.

Cette domination de la sphère financière, nous l'avons subie de plein fouet, sans opposer trop de résistance. Trop contents d'imiter les Anglo-Saxons sur ce terrain et soucieux de participer aux agapes qui se préparaient, certains d'entre nous ont plutôt poussé à la charrue, avec délice. Aucune tentative n'a vraiment été faite pour empêcher cette loi de la sphère financière de s'imposer sans aucune retenue. S'il en a évidemment été ainsi dans les pays (financièrement) dominants, force est de constater que la plupart des autres pays se sont aussi soumis à cette loi de la sphère financière, parce qu'ils espéraient être suffisamment bien placés pour en récupérer de plus ou moins grosses miettes.

Puisque c'est d'actualité, il faut faire une petite parenthèse sur la « domination de la sphère financière », pour expliquer aux gens non en quoi cela consiste, mais qu'il est normal qu'ils ne comprennent pas. Il est en effet difficile, pour le commun des mortels de comprendre ce que signifie la domination qu'exerce ce capitalisme financier extrême. Comprendre que les financiers puissent tenir des entreprises (comme d'ailleurs des particuliers) sous leur coupe (ou leur joug) et leur imposer leur loi n'est pas trop difficile, car cela correspond à un vécu très fréquent. Comprendre que puissent s'installer des conditions de fonctionnement dans lesquelles les rapports de force tournent systématiquement en faveur des financiers, qui imposent de ce fait leur loi, c'est déjà plus compliqué à comprendre. Comprendre ensuite que le système financier s'autonomise au point d'arriver à vivre de plus en plus en fonction de sa logique, indépendamment des exigences des autres composantes du système économique ou du circuit économique, cela devient incompréhensible. Et enfin que ce système financier arrive, au-delà de l'exploitation systématique des autres composantes du système, à vivre de la création de valeurs purement nominales et artificielles, ne correspondant à aucun besoin des hommes ou de la société, cela devient proprement incompréhensible et difficile à accepter. Certes on a connu d'autres spéculations, créant des valeurs nominales ne correspondant à rien, mais celles-ci ont presque toujours été des phénomènes localisés dans le temps et dans l'espace. Lorsque ce genre de phénomène devient le *modus operandi* d'un système, ce n'est évidemment plus la même chose.

Il existe en principe un mécanisme (arithmétique et quasi-automatique) d'équilibrage des valeurs en capital et des intérêts ou revenus qu'elles rappor-

tent. Mais on a aussi laissé le système financier jouer avec les conventions et règles susceptibles d'encadrer ce mécanisme.

### *L'hégémonie états-unienne*

Et puis vient la quatrième histoire, celle de la domination des États-Unis, pratiquement dans tous les domaines. L'« hégémon » états-unien domine en tout cas sur le quadruple plan militaire, économique, technologique et financier. On sait à quel point les États-Unis vivent au-dessus de leurs moyens : tandis qu'une part importante de leur consommation est financée par l'étranger, à l'égard duquel les dettes ne cessent de croître, le développement des États-Unis dépend aussi fortement des apports extérieurs de ressources humaines et financières. Moyennant quoi, ils ont réussi, eux, d'une part à construire leur suprématie (presque des monopoles) technologique, avec des Intel, Microsoft, IBM, maintenant Google (12), ... – à prendre largement la tête dans la course-poursuite technologique et, à ce titre, à imposer leur loi de leader – et à se trouver quelque chose en tout cas comme un nouveau sentier, sinon modèle de croissance.

Du coup, nous subissons largement cette loi du plus fort et éprouvons bien du mal à redresser la balance et à nous assurer des lignes de développement moins contraintes et plus autonomes. Ayant pris des retards (dans les nouveaux domaines, et plus généralement dans l'élaboration d'un nouveau modèle de croissance), nous essayons de les combler, mais sans grand succès, car les processus en jeu sont cumulatifs : la loi du plus fort étant ce qu'elle est, les déséquilibres des rapports de force en notre défaveur ont spontanément tendance à s'accroître et nous devons faire, proportionnellement parlant, des efforts démesurés pour arriver à redresser la tête.

Comment faire comprendre sinon tous les échecs accumulés (depuis le fameux « plan calcul ») dans nos tentatives d'exploiter les nouvelles technologies et de développer les nouvelles activités, dans des conditions permettant de dégager des surplus significatifs ? Si ce n'est parce que la loi du plus fort nous y accule. L'histoire, par exemple, de Bull est tout à fait exemplaire : la preuve que, dans une course-poursuite, l'imitation du leader, qui s'avère de toute manière une démarche très onéreuse, est le plus souvent vouée à l'impuissance.

Cette hégémonie américaine nous l'avons également subie de plein fouet. Il faut dire qu'en la matière, nous, les Français, toujours persuadés de constituer une grande puissance mondiale, avons un peu de mal sinon à croire, ne serait-

(12) Il n'en reste pas moins que dans les premières capitalisations mondiales, ce sont quand même les entreprises financières qui l'emportent et de loin.

ce qu'à comprendre ce qu'est cette hégémonie américaine. Ne faisons-nous pas partie d'une nation indépendante qui n'a d'ordre à recevoir de personne et qui n'a pas, par conséquent, à obéir aux ordres de l'Oncle Sam ?

Bien des « spécialistes » vous diront de toute manière que tout ceci est de la foutaise, que les États-Unis ne sont pas aussi puissants et hégémoniques, mais au contraire dépendants et fragiles (13), que nous ne subissons, pas plus que les autres, aucune espèce de domination, que l'économie mondiale est faite d'acteurs rivaux multiples, tous égaux sur les marchés,... etc., etc. On n'est en effet pas obligé de croire que les États-Unis vivent aux crochets des autres, qu'ils exploitent (pillent ?) les ressources humaines de la planète, ...

De toute manière, il ne faut pas s'y tromper. L'objectif ici n'est pas de rejeter la responsabilité de nos maux, difficultés et impuissances sur les États-Unis : ce serait évidemment un peu facile. Les responsabilités sont d'abord les nôtres. Mais objectivement, l'hégémonie des États-Unis et surtout du capitalisme financier US nous complique terriblement les choses. Et il en est d'autant plus ainsi que, sous-estimant les risques et les coûts que comporte cette hégémonie, nombreux sont ceux – politiques, intellectuels et autres – qui promeuvent et facilitent l'installation d'un régime ultra-libéral permettant à l'« hégémon » de se déployer et de s'affirmer en toute liberté.

### *Rationalisations et délocalisations*

Une cinquième histoire mériterait elle aussi d'être racontée, même si elle est fortement imbriquée dans les autres : c'est celle de la forte réduction des emplois industriels matériels directs – disons à quelque chose comme le quart ou le cinquième de tous les temps de travail – surtout des emplois peu qualifiés, du fait à la fois des rationalisations de plus en plus extrêmes du travail et des délocalisations de plus en plus systématiques des emplois d'abord vers les nouveaux pays industriels, ensuite vers les pays émergents. Dans la mesure du possible, l'activité directe de production est soit totalement automatisée pour éliminer le travail direct, soit délocalisée pour bénéficier de bas salaires. Et il faut ajouter à cela – car il s'agit d'une composante importante de cette histoire – sinon la déqualification des emplois, du moins la précarisation des

- (13) C'est une question intéressante, en pure logique : les déficits des États-Unis sont-ils une preuve de force ou de faiblesse ? Les États-Unis enregistrent des déficits commerciaux colossaux qui s'accumulent au fil du temps, de manière quasiment irréversible. Ce fait, invoqué par nombre de spécialistes pour démontrer que les États-Unis sont faibles et fragiles – ils ont des déficits ! – est une des plus pures démonstrations de leur force : ils sont tellement puissants, qu'ils peuvent se permettre d'accumuler les dettes et ainsi de vivre aux crochets des autres. Ne faut-il pas être incroyablement puissant pour non seulement ne pas rembourser ses dettes, mais imposer au créancier de nouvelles dettes encore plus importantes ?

emplois et la réduction des niveaux de salaires. Les emplois peu qualifiés sont laminés ou transférés vers les pays à bas salaires.

Cette histoire est complexe, dans la mesure où elle a résulté d'une combinaison particulière de plusieurs éléments : bien sûr, de plus en plus, les concurrences des pays à bas salaires, qui sont récemment devenues massives ; ensuite, les TIC qui ont permis des rationalisations incroyables du travail dans de multiples tâches ; également, la loi du système financier imposant la rentabilité à court terme, à tout prix ; aussi, l'insuffisance notoire de croissance des nouvelles activités correspondant à d'importants progrès technologiques, du fait de concurrences très inégales avec les États-Unis ; enfin les manques de pouvoir d'achat dans le circuit économique (du fait des ponctions du système financier).

Je ne reviens pas sur cette histoire que nous avons autrefois qualifiée de « perte de la centralité du travail » (14).

Toutes ces « histoires » se rejoignent ou sont du moins, plus ou moins largement, interdépendantes. On peut sans doute les raconter différemment : on peut en particulier raconter différemment les relations de cause à effets ou les interrelations entre ces histoires. Personnellement, j'insisterais sur le rôle (probablement) décisif de la prise du pouvoir par le système financier (en l'occurrence le système financier américain) à la fin des années 1970. Le système financier (mais, si on sait que c'est du système financier états-unien, fortement épaulé par le système britannique, qu'il s'agit, c'est qui le système financier ? ou, en d'autres termes, qui a décidé quoi et comment ?) ayant réussi à prendre le pouvoir, ne l'a plus lâché et a progressivement mais fortement étendu son empire et accentué sa pression.

Compte tenu de l'actualité, cela vaudrait la peine à ce stade de présenter une analyse un peu circonstanciée de l'histoire et des modalités de cette prise de pouvoir et domination par le système financier. Le plus captivant de cette histoire, dont on n'a pas fini de nous raconter les divers aspects, ce sont les astuces par lesquelles le système financier (américain) (15) a réussi à pomper le reste du monde : alors que dès les années 1970, on prédisait le déclin des États-Unis, ils (le système financier américain) ont réussi à combler ces manques à gagner par des ponctions absolument fantastiques sur pratiquement toutes les autres catégories d'acteurs :

(14) J. De Bandt et F. De Bandt-Flouriot, *La Descente aux Enfers du Travail : ou l'Économie sens dessus dessous*, ADST, 1996 ; J. De Bandt, Chr. Dejours et Cl. Dubar et alii, *La France malade du travail*, Bayard Éditions, 1995.

(15) Il en est évidemment de même, toutes proportions gardées, pour la Grande-Bretagne : les thuriféraires de Mme Thatcher ont simplement perdu de vue la part de la prospérité britannique des dernières décennies qui était due à la finance (et au pétrole).

— sur les actifs industriels à restructurer dès les années 1970,

— puis sur les actifs industriels et autres actions dévalorisées du fait des crises successives (par exemple les énormes actifs rachetés par General Electric à 20 % de leurs valeurs, dans la seconde moitié des années 1990),

— sur la part salariale dans les valeurs ajoutées (y compris, ensuite, sur les mains-d'œuvre bon marché),

— sur les valeurs ajoutées analysées et rationalisées à l'extrême pour en extraire jusqu'aux dernières gouttes de valeurs, à court terme,

— sur les épargnes asiatiques et, de plus en plus, sur les épargnes dans le reste du monde (une partie des pertes liées aux subprimes est subie en Europe).

Comme cela ne suffisait pas, ils se sont lancés dans la construction d'un formidable appareil de création de valeurs artificielles qui, une fois qu'il a explosé, s'est encore avéré être une machine à pomper dans la poche des autres. Les calculs présentés par le *Financial Times* sont à cet égard assez incroyables : les trois dernières années (avant la crise), les banquiers ont empoché 95 M US\$, ce qui a coûté 1 000 Mrds US\$ de pertes aux autres.

Mais, si tout cela c'est bien l'histoire vécue, ce n'est pas de cela que je parle.

Ce dont je parle, c'est de ce qu'est devenue ou pouvait devenir l'économie industrielle avec tout cela.

En fait ma question se dédouble.

— Ces histoires ont forcément conditionné – dans une très large mesure – les logiques de fonctionnement et les dynamiques des systèmes industriels. S'il en est ainsi, comment avons-nous fait pour intégrer, ou comment avons-nous pu ne pas intégrer, toutes ces histoires dans nos analyses d'économie industrielle ? En l'absence d'une prise en compte circonstanciée de ces histoires, ne prenions-nous pas le risque de voir nos hypothèses de « toutes autres choses égales par ailleurs » (comme dans le passé) réduire la portée de nos analyses à des enjeux très partiels, sinon obsolètes ou marginaux ?

Revenant à ma question de la première partie, cela revient à demander comment nous aurions pu appréhender les logiques de fonctionnement et les dynamiques, faute de tenir compte du cadre dans lequel, ou de la scène sur laquelle, elles étaient susceptibles de se déployer.

— Mais ces histoires ont aussi eu pour effet de laminer le système industriel, non seulement d'en réduire l'importance, absolue comme relative, mais de le rendre dépendant et de lui faire perdre sa force motrice autonome. Le thème des logiques de fonctionnement et des dynamiques du système industriel a du coup perdu une partie, sinon l'essentiel de sa pertinence.

En résumé, l'idée que j'ai essayé de communiquer est la suivante.

Dans ma première partie, j'ai essayé de montrer que nous n'avons pas vraiment réussi à appréhender les logiques et dynamiques en jeu dans nos systèmes industriels, pour des raisons tenant en particulier à nos relations au réel et à nos méthodes. Nous n'avons bien réussi ni à expliquer ni à prévoir.

Mais ceci tient aussi au fait que les systèmes industriels ont été pris, et en fait coincés, dans un tourbillon de transformations profondes auxquelles nous n'avons pas voulu ou su porter suffisamment d'attention. Tandis que (sauf exceptions bien entendu) nous continuions à nous occuper, comme si de rien n'était, des réalités stylisées d'avant, le système a en quelque sorte glissé entre nos doigts.

C'est de moins en moins au niveau de l'industrie proprement dite que les choses se passent.

#### **Quelques publications personnelles sur lesquelles je me suis appuyé**

- J. De BANDT (2002), « La "nouvelle économie": économie, système ou société? », *Faire Savoirs*, n° 2, octobre.
- J. De BANDT (2002), « L'émergence du nouveau système technique ou socio-technique », *Revue d'Économie Industrielle*, n° 100, 3<sup>ème</sup> trimestre.
- J. De BANDT (1998), *Dites donc... et si le capitalisme s'effondrait!*, Conférence donnée à l'INDEG-ISCTE, Lisbonne, mars. Projet d'article circulé mais non publié.
- J. De BANDT et F. FLOURIOT (1996), *La Descente aux enfers du Travail ou l'Économie sens dessus dessous*, ADST.
- J. De BANDT (1985) (ed.), *Long-run Growth Prospects for Industrial Countries*, Proceedings of the World Bank/OECD Conference held at Rolleboise, Washington D.C.
- J. De BANDT (1975), « Analyse comparative des structures industrielles: la norme intersectorielle d'efficacité », *Études de Politique industrielle*, La Documentation française, juillet.